

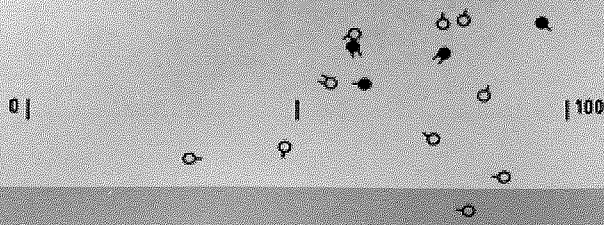
2^{ème} SÉMINAIRE ROMAND DE RÉFLEXION POLITIQUE
« LA ROMANDIE SOUS L'EFFET SARKOZY »

VENDREDI 2 NOVEMBRE 2007 / 9.30-16.00
Hôtel Le Mirador Kempinski - Mont-Pèlerin

PROGRAMME

- 09.30 - 09.45 Introduction et modération de la journée
Xavier Comtesse, Directeur romand, Avenir Suisse
- 09.45 - 10.30 Dix thèses pour un libéralisme décomplexé
Marc Comina, conseiller en communication
- 10.30 - 10.50 Débat entre les participants
- 10.50 - 11.00 Pause
- 11.00 - 11.45 Les fondements intellectuels d'un nouveau discours politique
Olivier Meuwly, politologue et historien
- 11.45 - 12.15 Débat entre les participants
- 12.15 - 13.30 LUNCH
- 13.30 - 14.15 Sarkozy : quel impact sur la Suisse alémanique ?
Jacqueline Henard, correspondante du Tages Anzeiger à Paris
- 14.15 - 15.00 La Suisse romande : terrain fertile pour les idées sarkoziennes ?
François Nordmann, ancien ambassadeur suisse à Paris
- 15.00 - 15.20 Débat entre les participants
- 15.20 - 15.30 Pause
- 15.30 - 16.00 Synthèse et conclusions
Eric Hoesli, journaliste politique, directeur des publications régionales
du Groupe Edipresse

Contact : Ann Bandle - Tél. 022 749 11 06 - ann.bundle@avenir-suisse.ch



Monsieur Raymond Morel
Centre pédagogique des technologies
de l'information et de la communication CPTIC
2-4, rue Théodore de Bèze
Case postale 3144
1211 Genève 3

04.10.2007

Séminaire romand de réflexion politique

Cher Monsieur,

Porter le débat sur la scène publique est la vocation des « think tanks ». En publiant le cahier ci-joint, Avenir Suisse entend maintenir le principe de contributeur aux débats.

La thématique soulevée par cette publication trouve tout particulièrement son écho en période d'élections fédérales. En effet, parler de la vision romande de l'Etat, c'est se poser la question du rôle de nos députés à Berne. Dans un texte fort, Marc Comina ose aborder les questions qui fâchent. Olivier Meuwly y répond pour une vision historique et Jan Marejko synthétise les prises de positions des participants. La lecture de ce fascicule est aisée malgré les questions intellectuelles de fond soulevées par la problématique.

Le prochain Séminaire romand de réflexion politique se déroulera le vendredi 2 novembre prochain sur le thème « La Romandie sous l'effet Sarkozy ». Le programme de cette journée de conférences et de discussions vous est remis en annexe.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions de croire, cher Monsieur, à nos meilleurs sentiments.

Xavier Comtesse
Directeur romand

1^{er} Séminaire romand

La vision romande de l'Etat en question

6079

Impressum

EDITEURS

Robert Nef, Suzann-Viola Renninger, René Scheu

CORRECTION

Reinhart R. Fischer

CONCEPTION ET PRODUCTION

Atelier Varga, Suzann-Viola Renninger

CONSEIL DE FONDATION

Konrad Hummler (Président), Thomas Sprecher
(Vice-président), Max Albers, Hanspeter Balmer
Georges Bindschedler, Andreas Burckhardt
Margrit Hahnloser, Ulrich Pfister, Urs B. Rinderknecht
Gerhard Schwarz, Michael Wirth

ADRESSE

Schweizer Monatshefte
CH-8006 Zurich, Vogelsangstrasse 52
Téléphone 0041 (0)44 361 26 06
www.schweizermonatshefte.ch
ISSN 0036-7400

IMPRESSION

Sihldruck AG

Fascicule préparé par
Avenir Suisse à la suite du
1er Séminaire romand organisé
au Mont-Pélerin le 24.11.2006

Dr Xavier Comtesse, directeur romand
Ann Bandle, secrétaire générale

ADRESSE

Avenir Suisse
Quai du Rhône 8
CH-1205 Genève
Téléphone 0041(0)22 749 11 00
www.avenir-suisse.ch

Copies disponibles sur demande auprès d'Avenir Suisse

- (1) La vision romande de l'Etat en question Jan Marejko
 (2) Les Romands à Berne : un manque patent d'ambition Marc Comina
 (3) Les origines d'un paradoxe moderne Olivier Meuwly

6079

La vision romande de l'Etat en question

Avant-propos

La vision de l'Etat par les Romands est-elle préoccupante au point d'y consacrer une journée entière de réflexion ? Au premier regard tout porte à croire que la perception et l'attitude des Romands diffèrent de celles du reste du pays. En s'appuyant davantage sur la puissance publique pour assurer leur protection sociale, ils sollicitent un Etat social fort, capable de garantir le fonctionnement des institutions. Il semblerait même que cette forme de protectionnisme soit soutenue par les politiciens romands qui abonderaient dans le même sens, quitte à manquer d'ambition.

Pour tenter de voir réellement ce qui se passe dans notre pays romand, Avenir Suisse a organisé un séminaire regroupant plusieurs leaders d'opinion d'ici et d'Outre-Sarine. Tout au long de la journée, les conférenciers se sont succédés, partageant leurs expériences respectives. Par leurs brillants exposés, Pierre Bessard de l'Institut Constant de Rebecque, Bernard Dafflon, professeur à l'Université de Fribourg, Christophe Büchi, correspondant de la Neue Zürcher Zeitung, et les experts de la vie politique Olivier Meuwly et Marc Comina ont soulevé des débats passionnés et passionnés ! Les plus grandes envolées ont été rapportées ci-après, sous une plume philosophique, par Jan Marejko.

Il en ressort un tableau malheureusement pas trop élogieux du climat politique de la Suisse romande qui confirme l'impression initiale. Selon l'analyse de Marc Comina, les décisions relatives aux vrais enjeux de la Suisse ne sont pas prises en Suisse romande. Trop souvent absents des postes clés de la politique fédérale à Berne, les Romands n'ont, de ce fait, pas les leviers nécessaires pour lancer les débats ou avancer une idée. Dès lors, la capacité d'influence des Romands, voire d'autorité sur les politiques publiques, soulève quelques interrogations.

Alors, que manque-t-il aux Romands pour mieux s'imposer sur l'échiquier politique fédéral ? Ce premier séminaire, sous la direction de Xavier Comtesse, aura eu le mérite d'apporter un éclairage critique, mais révélateur. Par les interventions des uns et des autres, de nouvelles perspectives pour renforcer l'action politique des Romands ont été identifiées.

Ce résultat positif mais aussi l'enthousiasme des participants nous ont incités à renouveler chaque année ce rendez-vous de réflexion politique.

Avenir Suisse remercie également les éditeurs du « Schweizer Monatshefte », de la diffusion de ce compte-rendu dans ses pages et de permettre ainsi de sensibiliser la Suisse alémanique.

Ann Bandle, Avenir Suisse

En Romandie, on se tourne très vite vers la puissance publique pour résoudre les problèmes et l'on oublie la société civile ou le principe de subsidiarité. L'attitude étatiste des Romands sous la loupe.

(1) La vision romande de l'Etat en question

Jan Marejko

Où en sommes-nous en Suisse romande dans le domaine de la philosophie politique ? Quelle est notre vision de l'Etat ? En avons-nous même une ? Force est d'admettre que l'essentiel des discussions, dans notre presse et nos médias, ne porte plus sur la question de savoir s'il faudrait modifier notre vision de la puissance publique, car la plupart des participants aux débats ne semblent pas savoir s'ils ont une vision de l'Etat ou alors, s'ils en ont une, ne nous en font guère part. Auraient-ils peur de nous dire quelle est leur conception de ce qui fait l'essentiel d'un Etat, c'est-à-dire les rapports entre gouvernants et gouvernés ? En tout cas, on n'entend guère de digressions sur ce thème. Ce qui nous est infligé, quotidiennement, c'est un affrontement stérile entre partisans d'une diminution des impôts et ceux du maintien des acquis sociaux (expression séduisante mais dont personne ne sait très bien ce qu'elle veut dire). Certains vont répétant qu'il faut les baisser – d'autres qu'il faut les augmenter. En d'autres termes, pour les uns, il faudrait plus de puissance publique, pour les autres moins. Les avis restent le plus souvent juxtaposés. Nous n'arrivons pas à dépasser cette juxtaposition. On a parfois l'impression que le débat public ne va plus tourner qu'autour de cette alternative infertile, devenant de plus en plus répétitif, démobilisant encore davantage le citoyen. A quoi bon prendre encore la parole dans de telles condi-

tions ? Certains tenteront de lancer une analyse en expliquant que plus il y a d'Etat, moins il y a d'initiative privée. C'est vrai, mais cela fait au moins deux cents ans que les penseurs libéraux l'ont souligné.

Comment ne pas conclure que, dans la juxtaposition entre partisans d'une augmentation ou d'une diminution des impôts, il n'y a plus guère de vision de l'Etat et encore moins une vision plus ou moins partagée à partir de laquelle nous pourrions avoir des échanges intellectuels stimulants. On peut se demander s'il y a une culture politique dans notre pays. Hobbes ou Rousseau, Tocqueville ou Marx ? Pratiquement inconnus au bataillon. En Suisse romande, les propos tenus sur la chose publique ne s'appuient plus sur une culture politique, mais sur une sorte de calcul vectoriel où il s'agit d'équilibrer toutes les forces en présence, de manière que rien ne bouge, ou alors, de faire en sorte que, si mouvement il y a, il ne dérange pratiquement rien dans les habitudes ou les attentes, si limitées ou critiquables soient-elles. Tout le monde semble souhaiter une diminution du poids de l'Etat, mais en douceur, sans que personne ne s'en rende vraiment compte. Plusieurs auteurs ont parlé d'une possible métamorphose des sociétés modernes en immenses hôpitaux. Confrontés à certains propos ou à certaines mesures, comment ne pas y songer parfois ?

Attentes limitées ou critiquables disions-nous... De surcroît, de la part de la population ! Sacrilège ! Comment osons-nous user de tels adjectifs pour décrire la volonté populaire ? Serions-nous sur le point de déclarer que le souverain n'a plus de grands desseins et, qu'un souverain qui ne voit pas mieux qu'une taupe n'est évidemment plus un souverain ? N'est-ce pas un blasphème de faire allusion aux déficiences du souverain ? Pire ! Un crime de lèse-majesté pour lequel une grâce, royale ou présidentielle, n'est même pas envisageable. Lors de chaque votation, tous les invités, à la radio ou à la télévision, prennent soin de se référer, la bouche en cœur, au souverain, même si le taux de participation n'atteint que 15 %. Et même s'il atteignait 100 %, en bonne logique constitutionnelle, on ne pourrait encore pas parler de l'expression du souverain, puisque les cantons, aussi, sont des entités souveraines. Et puis la Confédération aussi, et puis peut-être d'autres entités ou principes, comme les droits de l'homme, ou – comme aime maintenant le dire notre ministre des affaires étrangères avec son charmant sourire – les droits humains.

Comment s'y retrouver dans ces imbrications indéchiffrables de souverainetés ? Comment avoir une vision de l'Etat lorsque la souveraineté glisse d'une entité à l'autre, devient exsangue dans une population qui vote à peine, avant d'être contrebalancée par d'autres souverainetés.

Même Rousseau, dont la pensée politique est particulièrement obscure et chaotique, savait au moins que la souveraineté ne se partage pas. Il ne cessait de le répéter. Eh bien nous, nous ne le savons plus et, loin de le répéter, faisons silence sur ce thème. D'ailleurs, le saurions-nous, que cela ne changerait pas grand-chose. Ce n'est plus la cohérence de notre pensée politique qui nous intéresse, mais une gestion de la chose publique qui fasse le moins de vagues possible. D'où le charme de la Suisse aux yeux des étrangers. Il ne s'y passe plus rien. Un écrivain suisse allemand, Fritz Zorn, le disait déjà dans un ouvrage publié voici plus de vingt ans, « Mars ». La platitude du temps helvétique, l'absence de vagues historiques capables de faire tanguer un peu l'Etat ou la population, tout cela le déprimait tellement qu'à la fin de son livre, il faisait l'éloge du terrorisme, seul moyen, à ses yeux, se sortir de cette insignifiance. Il ne s'agit pas ici de l'approuver, mais de rappeler que ce livre a eu un succès considérable, même en France. Et depuis la publication de cet ouvrage, aucun débat n'a abordé la problématique qu'il a ouverte. Même parmi les libéraux ! Alors que tous les grands penseurs du libéralisme ont craint de voir advenir un Etat si soucieux du bien des citoyens qu'il en ferait les esclaves dociles d'un despote invisible, nous semblons, nous, ne plus avoir cette crainte ? Inconscience ? Résignation ? Inculture ? Le fait est que nous sommes tellement immergés dans un quotidien sans passé ni avenir que le souci de la chose publique s'est métamorphosé en pure gestion. Des notions comme celle de l'histoire de notre pays ou de son destin ne passent plus la rampe. Un autre écrivain suisse, George Arès, « exilé » à Paris, faisait le même constat : « Tous les partis politiques, écrivait-il, sont également libéraux, sociaux et démocrates; tous sont pareils et interchangeable. Tous, semble-t-il, visent à occuper la même case de l'échiquier politique: l'extrême-centre. » Dans de telles conditions, avoir une vision de l'Etat est impossible.

Tableau trop sombre, trop excessif ? Bien sûr, mais il vaut toujours la peine d'aller à l'essentiel en creusant profond. Or, c'est cela que l'on trouve lorsqu'on va au-delà de la couche des propos que nous entendons jour après jour. Et le sentiment

grandit que nous sommes en train d'atteindre un point ou non seulement notre vision de l'Etat est déficiente, mais que nous allons bientôt ne plus en avoir.

Voilà pourquoi Avenir Suisse a organisé une journée de réflexion sur ce thème et, disons-le tout de suite, cette journée a été un succès. Sur-tout une bonne surprise en regard des considérations qui précèdent. Les orateurs invités par Xavier Comtesse, modérateur de cette journée, savaient de quoi ils parlaient et les débats ont montré qu'il y a encore des Suisses romands qui savent réfléchir à la chose publique et veulent y réfléchir encore plus. En présence de Thomas Held, directeur d'Avenir Suisse, la qualité des débats et interventions a été telle que même un intellectuel français et, qui plus est, libéral, directeur de l'Institut Montaigne, a été surpris par la pertinence des propos tenus ce jour-là. On ne saurait rêver meilleur compliment, car même si la France va mal, elle compte encore nombre d'intellectuels qui savent de quoi ils parlent.

Puisque nous avons lancé ces propos en partant d'une vision pessimiste de la philosophie

Le fait est que nous sommes tellement immergés dans un quotidien sans passé ni avenir que le souci de la chose publique s'est métamorphosé en pure gestion.

dominante, en Suisse romande, lorsqu'il s'agit de mieux comprendre l'action et les effets de la puissance publique, nous commencerons avec l'intervention de Marc Comina. Sans jamais donner dans une de ces approches analytiques qui promettent beaucoup mais nous laissent presque toujours sur notre faim, il s'est d'emblée lancé dans une description de l'état d'esprit en Suisse romande. Autrement dit, sans partir de concepts abstraits mais en s'appuyant sur ses expériences personnelles, il s'est efforcé de nous dire comment, au terme de ses voyages en Suisse allemande et à l'étranger, il voit aujourd'hui ce qui se passe de ce côté-ci de la Sarine. L'exercice est beaucoup plus difficile qu'il n'y paraît et, en l'écoutant, on songeait à ce grand libéral qu'était Tocqueville pour qui l'ennemi principal d'une véritable pensée, est l'abstraction.

Marc Comina, à l'évidence, connaît bien cet ennemi et a su le combattre avec succès. Son exposé nous faisait deviner combien l'intellectualisation est un piège et que l'essentiel consiste à tenter de voir réellement ce qui se passe dans

un pays. Impossible, certes, de parvenir à une vision parfaite, mais cet effort pour voir, typique de la phénoménologie européenne, est beaucoup plus difficile que ce qu'on imagine et rien ne peut le remplacer, surtout pas ces tableaux, graphiques et sondages dont nous sommes aujourd'hui abreuvés.

L'une des meilleures manières de stimuler un débat, et donc de donner à penser en dépassant le niveau d'analyses quantitatives, consiste à s'entraider pour comprendre ce qui se passe dans le monde. Cette entraide, rien ne la stimule mieux qu'un effort pour faire partager à d'autres sa vision du monde. C'est exactement ce qu'a fait Marc Comina. Comment résumer l'essentiel de sa vision de la Suisse romande ?

Avec deux propositions que certains jugeront impertinentes mais qui ont recueilli un large assentiment parmi les participants à ce séminaire : les Suisses romands ne sont rien et, pourtant, font tout pour se croire importants – la Suisse romande est assez grande pour flatter l'ego des politiciens, mais pas assez pour avoir de l'influence à Berne. De ce côté-ci de la Sarine, la vie politique

n'ait pas fait cette comparaison, Marc Comina ne nous en voudra pas de songer ici au patient d'un psychiatre en déni de réalité. Lui ouvrir les yeux sur la réalité de sa situation n'est pas une tâche banale. Ensuite, les médias romands devraient concurrencer les médias alémaniques en occupant des terrains où ils ne sont pas présents ou en exprimant des critiques pertinentes de ce qui se passe en Suisse allemande. Enfin, une sorte d'Académie devrait être mise en place, aussi bien pour les journalistes que pour les politiciens. On y apprendrait l'allemand, mais aussi l'histoire de ce qui s'est passé en Suisse allemande et les raisons profondes qui expliquent la logique des institutions et pratiques actuelles.

Pour Pierre Bessard, premier intervenant lors de ce séminaire, un débat sur la fonction et les dimensions de l'Etat est urgent pour une raison très simple : il se développe un fétichisme de la puissance publique qui a déjà atteint de telles proportions que même les problèmes intimes des citoyens semblent y ressortir. Le paysan du Moyen Age se réfugiait dans le château de son seigneur lorsqu'il était attaqué : nos concitoyens se réfugient auprès de toutes sortes d'institutions le plus souvent prêtes à leur verser des subsides lorsqu'ils ont des problèmes. Bref, la notion d'autonomie individuelle est tellement en perte de vitesse qu'il est devenu difficile de la repérer en Romandie. Cela apparaît dans les chiffres : en 1960, la quote-part de l'Etat était de 17 % du PIB – aujourd'hui elle est de 33 %, sans inclure le deuxième pilier et l'assurance maladie. Si ces deux derniers éléments sont inclus, on arrive à 50.2 % du PIB. Citant Frédéric Bastiat, Pierre Bessard a rappelé que, pour cet auteur, il est dans la nature humaine de vouloir profiter du travail d'autrui. Certains des participants ont certainement songé à Karl Marx qui aurait pu presque dire la même chose, à cette réserve près que l'auteur du « *Kapital* » croyait possible la transformation de la nature humaine (l'homme nouveau dépourvu d'égoïsme) et la mise au point d'un système économique qui mette fin à ce penchant (société sans classe). Si nous revenons aujourd'hui à Bastiat et que Marx semble sur le point de tomber dans l'oubli, c'est que cette nature humaine constamment encline à profiter du travail d'autrui, est bien là, bien solide, et qu'elle va probablement rester ainsi pour longtemps encore. D'où l'insistance de Pierre Bessard sur la dimension morale dans l'économie. En profitant du travail d'autrui, les individus s'infantilisent, ce qui revient, finalement, à une négation de la

Nos concitoyens se réfugient auprès de toutes sortes d'institutions. La notion d'autonomie individuelle est tellement en perte de vitesse qu'il est devenu difficile de la repérer en Romandie.

tourne à vide, mais personne ne le sait ou, tout au moins, personne ne veut le savoir. Ainsi peut-on expliquer les pleurnicheries des Romands sur la condition qui leur est faite par les Suisse allemands : elles leur permettent de ne pas prendre conscience de leur condition.

Enfin les médias et la presse, en Romandie manquent d'ambition. Marc Comina ne s'y est pas référé, mais comment un observateur attentif de la scène médiatique dans cette région du pays pourrait-il oublier certaines affichettes tellement significatives : « *Un chien se noie* » annonçait un quotidien genevois il y a quelques années, et toutes les semaines on trouve des annonces d'égale médiocrité. Une presse démocratique devrait s'efforcer, dans une certaine mesure, de renforcer un sentiment de citoyenneté chez ses lecteurs. Comment le pourrait-elle en se concentrant sur l'anecdotique, en donnant tant de place à l'insignifiance ? Comment remédier à tous ces maux ? D'abord en reconnaissant le problème, ce qui ne sera pas une mince affaire. Bien qu'il

raison et du libre-arbitre. On pouvait presque voir, derrière Pierre Bessard, l'ombre d'Alexis de Tocqueville approuvant chaleureusement puisque, pour lui, comme nous l'avons signalé plus haut, ce qui menaçait les sociétés modernes était un nouveau despotisme, bienveillant et doux envers les citoyens, heureux de les voir se réjouir pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir (infantilisation).

Ceux qui n'acceptent pas cette thèse de l'infantilisation par l'Etat citent généralement les Etats nordiques où l'on veut voir une intervention positive de l'Etat. Mais, selon Pierre Bessard, cette image est fautive. La Suède a considérablement libéralisé plusieurs secteurs de son économie, comme l'électricité, les trains, les télécoms et une partie du système éducatif. Toujours selon Pierre Bessard, les études abondent qui montrent que la relation est inversement proportionnelle entre le poids de l'Etat et la prospérité. La raison en est simple : il est extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible d'allouer judicieusement les ressources prélevées par l'Etat. Inutile d'énumérer ici toutes les raisons qui font qu'une telle allocation, lorsqu'elle est faite par des parlements et des commissions parlementaires, revient le plus souvent à tâtonner dans le noir. A vrai dire, cela est si évident qu'on se demande comment certains peuvent mettre en doute qu'une allocation des ressources par le marché ne soit préférable à celle effectuée par la puissance publique. Certes, on peut critiquer le marché et cette critique peut être positive à condition qu'elle ne vise pas à le détruire...

Finalement, le plus grave, pour Pierre Bessard, est que l'Etat est intrinsèquement irresponsable. Il ne peut être convoqué par une instance qui lui serait supérieure et à laquelle il aurait à rendre des comptes. On songe ici au rôle joué par deux guerres mondiales en Europe, guerres qui ont amené les peuples à s'en remettre à la puissance publique dans l'effort collectif pour vaincre l'ennemi. Lorsque Pierre Bessard insiste sur la morale pour réduire le rôle de l'Etat il a raison, mais nous pourrions ajouter, comme il en conviendrait d'ailleurs probablement, qu'articulée sur des analyses historiques, l'arme de la morale pour réduire le poids de l'Etat serait encore plus aiguisée.

D'une certaine manière, Christophe Büchi, correspondant de la NZZ, a dramatisé par avance le propos de Marc Comina en suggérant que la Suisse allemande était en train de se « romandiser ». Ou, pour mieux dire, qu'une région qui,

en Suisse, était plus naturellement libérale que l'autre, est en train de devenir plus sensible à la notion d'un Etat fort et social. De fortes différences sur la question entre les deux côtés de la Sarine sont en train de s'effacer. Qu'est-ce à dire ? Les Alémaniques, traditionnellement plus libéraux que les Romands, sont en train de céder, dans une certaine mesure, aux charmes des sirènes d'un étatisme latin. Bien sûr, il ne s'agit pour l'instant que d'une tendance. Sans le dire explicitement, Christoph Büchi a suggéré un lien entre cette densité et la facilité avec laquelle la plupart des cantons romands s'endettent, sans que cela inquiète les politiciens romands autant que les alémaniques. Et l'on trouve encore des cantons comme Saint Gall qui n'ont pas de dettes.

Enfin, si l'on se réfère à la plus classique vision libérale de l'Etat, c'est-à-dire à un Etat bon marché, les Alémaniques restent beaucoup plus proches de cette tradition que les Romands, qui comptent sur une puissance publique forte et sociale. Pour eux, comme le remarquait Pierre Bessard, c'est l'Etat qui vient d'abord, au point qu'ils le laissent envahir leur sphère privée ou, tout au

Quant à la vision libérale classique d'un Etat bon marché, les Alémaniques restent beaucoup plus proches de cette tradition que les Romands, qui comptent sur une puissance publique forte et sociale.

moins, qu'ils paraissent souvent prêts à accepter un tel envahissement. On ne saurait le dire des Alémaniques, pour qui c'est la capacité de s'organiser ensemble, sans la puissance publique, pour résoudre tel ou tel problème, qui vient d'abord. Mais si l'on ne trouve pas, en Suisse allemande, une méfiance envers le marché comparable à celle qu'on trouve en Suisse romande, il reste qu'on y perçoit une tentation grandissante de se tourner vers la puissance publique pour résoudre les problèmes que doivent affronter les collectivités publiques. Cela tient-il au fait que ces collectivités sont face à des défis qu'elles ne peuvent affronter seules, comme la pollution par exemple ? Bien que les citoyens continuent à penser que c'est à eux seuls et non à l'Etat qu'il revient de s'organiser pour récolter le papier ou l'aluminium, il est évident qu'il y a des domaines où des organisations de citoyens ne peuvent, à elles seules, apporter des solutions à des pollutions qui dépassent largement les cadre communal, cantonal, voire national. Dès lors, la « romandisation » de

la Suisse allemande ne tiendrait pas seulement à la séduction que la vision romande de l'Etat pourrait exercer sur les Alémaniques, mais aussi à des changements structurels et globaux.

La vertu de l'exposé de Bernard Dafflon est qu'il a problématisé la gestion des finances publiques. Il n'a pas posé la question de savoir si ces finances sont excessives ou non : après tout, une collectivité publique n'est pas soumise, comme les entreprises, à la nécessité de faire du profit. Seul compte, pour elle, l'équilibre des finances. Et encore ! Dans une perspective keynésienne, par exemple, un endettement, surtout lorsqu'il est provoqué par des investissements, n'est pas nécessairement négatif. Proposition qui a conduit Bernard Dafflon à faire une distinction entre une gestion saine d'un côté, vertueuse ou (à l'inverse), immorale, de l'autre. Un endettement de type keynésien peut s'avérer sain : il n'est ni vertueux, ni immoral.

Quant à faire des comparaisons entre cantons, par exemple, il est extrêmement difficile de tirer des conclusions, ne serait-ce que parce que nous n'avons pas encore de données sur plusieurs

selon Bernard Dafflon, il y a consensus parmi les spécialistes, est que l'engagement, de la part des élus, à garantir un équilibre budgétaire ne signifie rien, si cet engagement n'est pas assorti de sanctions dans le cas où cet équilibre n'est pas respecté. Pour le reste, il y a des évidences que personne ne conteste : voter des dépenses que les enfants et petits-enfants devront payer est pour le moins immoral.

Le cœur de l'exposé d'Olivier Meuwly a consisté en une mise en évidence dont nous n'avons pas toujours conscience, à savoir la tension entre centralisme et fédéralisme. Pour illustrer cet exposé, rappelons qu'à l'origine, le réseau ferroviaire helvétique était constitué de compagnies privées avant d'être centralisé. Doit-on s'attendre à un glissement irrésistible en direction de la centralisation ? Le problème est qu'aussitôt qu'il y a centralisation, les Romands ont le sentiment, fondé ou non, d'une toute-puissance alémanique, même si certains partis, et non des moindres, comme le parti radical, ont tenté d'avancer sur la corde raide d'un double discours tenant compte à la fois des nécessités du centralisme et du fédéralisme. Quoi qu'il en soit, cette tension entre centralisme et fédéralisme est inhérente à la Suisse moderne. C'est dans ce cadre qu'il faut inscrire toutes les alliances, recompositions et restructurations auxquelles nous assistons. En forçant un peu le trait, on peut dire, en d'autres termes, que nos partis ne cessent d'osciller entre jacobinisme et particularisme. Cette oscillation est-elle fertile ou bien perverse ? Olivier Meuwly n'a pas pris parti sur cette question, se contentant d'observer que, dans la mesure où le centralisme semble profiter aux Alémaniques, les Romands s'accrochent au fédéralisme comme rempart contre la « toute-puissance » du triangle d'or.

Cela dit, aujourd'hui, les formes de cette tension entre fédéralisme et centralisme ont changé. C'est ainsi qu'on parle plus volontiers de libéralisme (fédéralisme) et de socialisme (dont la vocation profonde est évidemment centralisatrice). Il n'est pas impossible qu'à l'avenir, la notion de région (regroupement de plusieurs cantons) permette de dépasser cette alternative typique de la Suisse moderne entre centralisme et fédéralisme.

Il est revenu à Philippe Manière, directeur de l'Institut Montaigne à Paris, de conclure ces exposés en nous avouant franchement qu'il ne s'attendait pas à des débats aussi riches, non seulement en eux-mêmes, mais aussi pour un Français qui, comme lui, doit se battre dans un pays où

L'engagement, de la part des élus, à garantir un équilibre budgétaire ne signifie rien, s'il n'est pas assorti de sanctions dans le cas où cet équilibre n'est pas respecté.

aspects de la fiscalité, ainsi que sur les dépenses publiques. Bernard Dafflon songeait-il à la déclaration de ce célèbre consultant Klaus J. Stöhlker pour qui, dans un livre publié en 2002, « *ce pays sérieux [la Suisse] ne dispose d'aucune information sérieuse, d'aucune statistique, d'aucun rapport sur qui paie vraiment des impôts* » ? Ce n'est pas impossible, mais Bernard Dafflon n'y a pas fait référence.

Est-ce pour des raisons morales ou structurelles (constitutionnelles) que les cantons romands sont en général plus dépensiers que les cantons alémaniques ? Sont-ils vertueux, immoraux, sains ou malsains ? Bernard Dafflon s'est gardé d'énoncer des généralités à partir de cette question. Même lorsqu'une Constitution cantonale offre la possibilité d'un référendum en cas de déficits publics, cela ne semble pas constituer, d'après les données dont nous disposons, une garantie contre ces déficits. Bref, nous ne savons pas exactement ce qui conduit un canton à s'enfoncer dans de tels déficits. Le seul point sur lequel,

le libéralisme a toujours eu de la peine à s'imposer. L'un des plus intéressants paradoxes relevés par Philippe Manière a porté sur les cartels ou monopoles. L'histoire économique nous montre que ceux-ci ne durent guère dans une économie libérale ; c'est seulement lorsqu'ils sont soutenus par la puissance publique qu'ils peuvent durer, ce qui a souvent été le cas en France. Et surtout, ce qui perdure, au pays de Descartes, ce sont les cartels idéologiques. Cela semble être moins le cas en Suisse. L'exposé de Philippe Manière a aussi porté sur la question de l'ouverture. Aussi bien la Suisse que la France ont des problèmes avec cette notion : c'est évident pour notre pays qui n'a pas voulu adhérer à l'UE (tout en y adhérant tout de même un peu avec des traités bilatéraux...), tandis que la France, en refusant le projet de Constitution européenne, a marqué son refus de s'engager plus avant dans l'UE. Comment interpréter ce refus ? Pour Philippe Manière, l'explication est relativement simple : avec sa tradition universaliste, la France avait cru que l'Europe tout entière allait devenir française. Peu avant le vote, elle a compris que ce n'était pas du tout le cas. La diversité européenne rendait impossible une diffusion du modèle français sur l'ensemble du Vieux continent. Mais dès lors, pourquoi la Suisse a-t-elle éprouvé la même répugnance à ad-

hérer à l'UE, elle qui, plus que tout autre pays, a l'habitude de la diversité ? La question est fascinante et, en la posant, Philippe Manière nous a pour le moins donné à penser.

Les débats ont mis en évidence plusieurs alternatives devant lesquelles il est difficile de trancher. L'idéal est-il, comme l'a dit Pierre Bessard, l'élimination de toute redistribution au profit de redistributions volontaires ou bien, comme l'a affirmé le professeur Lambelet, une bonne redistribution ? Consiste-t-il, comme l'a suggéré Bernard Dafflon, en une « flat tax » ou bien encore, en un retour à une forme de suffrage censitaire qui ne donnerait le droit de vote qu'à ceux qui paient des impôts, en un temps où le nombre de ceux qui n'en paient point, semble augmenter, comme l'a proposé Philippe Leuba ? L'Etat est-il un usurpateur ou le garant d'un minimum de justice sociale ?

Ces questions montrent que le débat a évité le piège de l'idéologie, par la diversité des questions qu'il a soulevées. Un think tank est précisément là pour éviter le piège de l'idéologisation des questions ressortissant à la vie publique et promouvoir une véritable réflexion en n'étant ni un parti politique, ni un lobby. Avenir Suisse, lors de cette journée du 24 novembre 2006, a montré qu'il était un vrai *think tank*.

Né en 1946, JAN MAREJKO, docteur ès lettres de l'Université de Genève, est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages de philosophie, il écrit régulièrement dans la presse nationale et internationale. Il travaille actuellement comme éditorialiste à l'Agefi.



Pas assez ambitieux, les Romands ne représentent pas une force politique capable d'influer sur la politique fédérale.

(2) Les Romands à Berne : un manque patent d'ambition

Marc Comina

En Suisse, ce sont les Alémaniques qui font l'agenda, donnent le ton, choisissent les thèmes méritant d'être débattus ou pas. Et les Romands suivent. La politique suisse se fait d'est en ouest. Le décalage est permanent entre les deux parties du pays – et il se produit toujours au détriment des Romands. Certes, en Suisse romande aussi, il existe des têtes bien faites, des politiciens subtils qui analysent avec lucidité le fonctionnement et les enjeux de la vie politique du pays. Le problème est celui du poids politique – ou, précisément, de l'absence de poids politique.

Chaque été depuis quelques années, la « *Sonntagszeitung* » publie le classement des parlementaires fédéraux. Comme tout *ranking*, il contient une part de subjectivité, mais il a le mérite de reposer sur des critères précis (présence dans les médias, réseau, taux d'absentéisme au parlement, nombre d'interventions en plénum, présidence de commissions, etc.), qui en font un instrument utile de comparaison. Or, chaque année, le même constat se répète : les Romands sont terriblement mal classés. Ils sont sous-représentés dans la partie supérieure du tableau (en 2006 : un Romand dans les trente premiers ou 4% de Romands dans les 50 premiers) et surreprésentés dans la partie inférieure du tableau (en 2006 : douze Romands dans les trente derniers ou 36% de Romands parmi les 50 derniers).

Deuxième observation : l'absence des Romands aux postes clés de la politique fédérale. Dans tous les partis politiques, chacun des grands dossiers (transports, santé, finances, assurances sociales, etc.) appartient à une personne de ré-

férence, considérée comme spécialiste aussi bien pour le travail au parlement que pour les contacts avec les médias. Souvent, ce sont des membres dirigeants des partis, occupant une place soit au sein de la direction du parti, soit au sein de la direction du groupe parlementaire. Les journalistes les interrogent en priorité pour connaître la position des partis qu'ils représentent. Le problème des Romands : ils sont absents de ce cercle. A l'exception peut-être du socialiste Christian Levrat sur les questions de service public, il n'y a aucune figure politique romande suffisamment forte pour occuper ces positions clés. Tous les spécialistes qui font référence sont alémaniques.

Ma troisième observation est la conséquence directe de la deuxième : n'occupant pas de postes clés, les parlementaires romands n'ont pas accès aux médias alémaniques – les journalistes alémaniques n'ont pas besoin d'eux. Ils obtiennent des réponses à toutes leurs questions en s'adressant directement aux experts alémaniques. Lorsqu'un journaliste alémanique pousse jusqu'en terre romande, c'est en général à la recherche d'une voix dissidente qui viendrait critiquer la ligne générale de son propre parti. En conséquence, comme aucun Romand n'est présent dans les médias alémaniques, aucun Romand n'est connu outre-Sarine, donc aucun Romand ne possède les leviers nécessaires pour lancer un débat ou faire avancer une idée sur le plan national.

Un mot encore sur « Arena ». Les Romands aiment se plaindre de cette émission, à laquelle ils prétendent ne pas avoir accès parce qu'elle exige une bonne maîtrise de la langue allemande. En réalité, c'est un faux prétexte. Les Romands ne sont pas absents d'« Arena » parce qu'ils ne parlent pas le *schwyzertütsch*, mais parce qu'ils n'ont tout bonnement rien à y faire. Ils sont dans la même situation qu'une nuée de *hinterbänklers* alémaniques qui n'y sont jamais allés et qui ne s'y rendront jamais. Entre un poids plume alémanique et un poids plume romand, les producteurs d'« Arena » ne font pas de différence...

Je termine le constat de l'insignifiance romande à Berne par une remarque générale. Le mot « quota » provoque encore aujourd'hui des hurlements de désapprobation chaque fois qu'on ose l'évoquer pour assurer aux femmes une meilleure représentation politique. Ceux qui s'en offusquent oublient cependant que la Suisse est le pays des quotas par excellence, notamment en ce qui concerne la présence des Romands dans les instances dirigeantes du pays. Si ce pays ne pratiquait pas de manière systématique une po-

litique de quotas, les Romands se verraient-ils systématiquement représentés par au minimum deux, parfois trois personnes au Conseil fédéral ? On peut très sérieusement en douter.

S'il me paraît indéniable que les Romands ne jouent pas le rôle qu'ils devraient jouer à Berne, que faire pour corriger cette tendance ? La première chose consiste à montrer ce décalage aux Romands – une des grandes difficultés étant que les Romands ne se rendent pas compte de leur insignifiance. Il y a ceux qui ne veulent pas la voir et il y a ceux qui ne peuvent pas la voir. La première attitude est assez naturelle, c'est une sorte de réflexe défensif, mais elle est le fait d'une minorité : la majorité, elle, ne peut pas voir son insignifiance.

Faire la différence entre l'influence des parlementaires romands et celle des parlementaires alémaniques présuppose en effet du recul et une vue d'ensemble par rapport à ce qui se passe sur tout le territoire suisse. Or, la plupart des Romands ignorent tout des événements en Suisse alémanique. Leur monde commence et s'arrête en Suisse romande. C'est notamment le cas de nombreux parlementaires fédéraux romands. Ils vivent en Suisse romande, participent à des débats un peu partout en Suisse romande et sont très présents dans les médias suisses romands ; tout se passe pour que, confortablement installés dans leur petit rôle de parlementaire fédéral romand, ils oublient qu'il ne s'agit que d'un second rôle.

Les médias romands – radio, télévision, « l'Hebdo », « le Temps », « le Matin », etc. – favorisent l'émergence d'une identité locale fortement marquée. Ils contribuent à développer une certaine homogénéité culturelle en faisant de la Suisse romande un marché commercial propre, et un marché des idées propre. La façon dont fonctionnent les médias romands fait croire à l'existence d'une autonomie romande. Ce marché est proche de l'infiniment petit – à peine 1,5 million de personnes – mais il est suffisamment grand – c'est le piège – pour faire naître l'illusion qu'il s'y passe quelque chose d'important. Les politiciens romands sont les premières victimes de cette illusion d'optique. N'être rien et se croire important, c'est une maladie très répandue chez les Romands.

Le meilleur exemple du décalage qui existe entre ce qui se passe dans les médias en Suisse romande et l'impact politique à Berne s'appelle Jacques-Simon Eggly, l'un des meilleurs, si ce n'est le meilleur communicateur politique romand. Il arrive au terme de sa carrière, mais il

a été de tous les combats de la droite, défendant brillamment les sujets les plus divers, notamment à la radio et à la télévision, où ses talents rhétoriques ont souvent fait merveille. Les auditeurs et les téléspectateurs romands ont de très bonnes raisons de penser que Jacques-Simon Eggly est l'exemple type du politicien influent – qu'il est capable d'enflammer une séance de commission à Berne comme il enflamme un débat à la TSR. Or, c'est faux. A Berne, dans les Pas perdus, le libéral genevois existe à peine et les *rankings* de la « Sonntagszeitung » sont chaque année dévastateurs pour le doyen du Conseil national. Un constat similaire peut être fait à propos d'Oskar Freysinger et à son impact politique à Berne – où il faut le ranger parmi les poids mouches.

Pourquoi les Romands sont-ils incapables de peser sur la politique fédérale ? Parmi les facteurs explicatifs, il y a d'abord sans l'ombre d'un doute la langue. Il n'est pas possible de se tenir au courant de ce qui fait l'actualité dans ce pays si on ne lit pas les journaux alémaniques et si on ne regarde pas, au moins de temps en temps, la télévision alémanique. Or, pour le faire, il faut savoir l'alle-

La plupart des Romands ignorent tout des événements en Suisse alémanique. Leur monde commence et s'arrête en Suisse romande.

mand. Pour se mêler au débat politique national, pour dialoguer avec ceux qui détiennent majoritairement le pouvoir, il faut savoir l'allemand. C'est un constat : pour exercer une quelconque influence en Suisse, il faut savoir l'allemand. Or les Romands, dans leur écrasante majorité, ne savent pas l'allemand.

Les Romands peuvent chercher toutes les excuses du monde, exiger des Alémaniques qu'ils fassent des efforts pour parler le français, rêver d'une solution miracle qui permettrait de surmonter cette différence linguistique de base – la réalité de la Suisse est celle d'une majorité parlant l'allemand et d'une minorité parlant le français. Face à cette réalité, deux attitudes sont possibles : se plaindre, ou apprendre l'allemand. En caricaturant un tant soit peu, je dirais que les Romands ont choisi de se plaindre, alors que les Tessinois ont choisi d'apprendre l'allemand. Il existe beaucoup d'exemples de Tessinois maîtrisant suffisamment bien l'allemand pour occuper des postes clés de la politique fédérale – le plus connu étant Fulvio Pelli, président des radicaux suisses.

Pourquoi ce choix différent entre Romands et Tessinois ? Au Tessin, il y a une nécessité pressante : sortir d'un coin de pays trop exigü. Et pour le faire : apprendre les autres langues nationales. En Suisse romande, la nécessité n'est pas aussi forte ; la Romandie est certes toute petite, mais néanmoins assez grande pour donner l'illusion d'une entité autonome. Sa taille est suffisante pour que celui qui parvient à devenir, dans son domaine, un « leader romand », soit fier de l'être. Faute de concurrence, devenir le meilleur en Suisse romande n'est pas très difficile, mais ceux qui atteignent le sommet de ces petites collines ne s'en rendent pas compte : ils ont le sentiment d'être arrivés au sommet de l'Himalaya.

Jean-Martin Büttner, du « Tages-Anzeiger », l'un des meilleurs journalistes du pays, a essayé un jour d'expliquer pourquoi les Romands ne réussissaient pas à percer sur le plan national. Je le cite : « *C'est une hypothèse, mais je pense que les Romands ne s'acharnent peut-être pas suffisamment au pouvoir. Ils sont trop vite démissionnaires. Reste à savoir pourquoi, sans tomber dans la caricature...* » (Le Matin Dimanche, 14 septembre 2003). Jean-

Les Romands n'en veulent pas assez, ne sont pas assez combattifs, ils abandonnent trop vite leur proie. Pourquoi ? Par manque d'ambition.

Martin Büttner nous indique la bonne piste : les Romands n'en veulent pas assez, ne sont pas assez combattifs, ils abandonnent trop vite leur proie. Pourquoi ? Par manque d'ambition.

Ce manque d'ambition est flagrant chez les politiciens, qui se contentent de passer à « Forums » et à la TSR, espérant ainsi faciliter leur réélection, mais ne visent jamais à franchir une étape supplémentaire en accédant aux médias alémaniques. Les politiciens se contentent de leur gloriole régionale. Ils ne sont pas seuls. Les médias romands manquent aussi totalement d'ambition. La télévision suisse romande s'interdit de faire venir des Alémaniques sur le plateau du 19:30. La direction du « Matin dimanche » n'a jamais engagé les moyens nécessaires pour avoir une équipe de choc à Berne, capable de chasser sur les mêmes terres que la presse dominicale alémanique. Le plus grand journal de boulevard, « le Matin », met l'accent sur les *people* – romands évidemment – et se désintéresse de politique. Et pourtant, d'une manière générale, les médias romands sont ceux qui subissent le plus le diktat

alémanique, les règles propres au métier faisant qu'ils sont pratiquement obligés de suivre et reprendre ce qui vient du « Blick » et de la presse dominicale alémanique.

Comment faire pour remédier à cette situation ? D'abord, comme pour l'alcoolique, il faudrait commencer par reconnaître qu'il y a un problème. Les Romands ne se feront pas leur place sur l'échiquier politique fédéral tant qu'ils n'auront pas regardé la réalité en face. Et accepté ce qui apparaît dans le miroir. Ensuite, il faudrait que les médias romands veuillent véritablement concurrencer les médias alémaniques. Enfin, on ne le répétera jamais assez, il faudrait que les Romands apprennent à parler l'allemand. Les Romands doivent faire en sorte que les innombrables années consacrées à l'apprentissage de cette langue à l'école servent à quelque chose, ce qui n'est manifestement pas le cas aujourd'hui. L'échec de l'enseignement de l'allemand est un phénomène qui remonte loin. Les Romands devraient empoigner ce problème en priorité.

Je terminerai avec une remarque en forme de plaidoyer pro-Romands. En fin de compte, pourquoi est-il si important que les Romands rayonnent sur tout le pays ? Après tout, pourquoi ne pas laisser les Romands vivre en paix dans leur petit coin de territoire ? Parce que à l'avenir, les Romands ont un rôle central à jouer dans ce pays. Aujourd'hui, la Suisse est dominée par les campagnes, mobilisées dans de telles proportions qu'elles étouffent par leur vote les centres. Pour faire vite, c'est l'effet Blocher. Aujourd'hui, la Suisse est d'abord conservatrice. Il y a donc un axe à construire qui unit la plus grande partie de la Suisse romande et les villes alémaniques afin de construire la Suisse de la modernité. Il y a une spécificité romande, un état d'esprit, une ouverture qui sont différents de ce qui prévaut dans les campagnes alémaniques. Derrière l'éclosion de la Suisse romande, il y a un véritable enjeu pour l'avenir de ce pays. Les Romands ont un rôle à jouer qu'ils sont les seuls à pouvoir jouer. La Suisse de demain, moderne, urbaine, ouverte, progressiste et libérale se fera grâce aux Romands ou ne se fera pas. Voilà pourquoi je pense que les Romands doivent se battre beaucoup plus qu'ils ne le font aujourd'hui pour imposer leurs idées sur la scène fédérale.

Né en 1965, MARC COMINA, docteur ès lettres, est conseiller en communication indépendant, ancien journaliste politique au « Temps », à la Télévision suisse romande et au magazine « Facts », conférencier et essayiste politique suisse, et auteur de plusieurs livres.

La relative faiblesse des Romands sur le plan fédéral révèle un paradoxe dont les origines plongent dans les premiers temps de la Confédération.

(3) Les origines d'un paradoxe moderne

Olivier Meuwly

En 1848 déjà germe très rapidement un antagonisme entre Romands et Alémaniques à l'intérieur même de la « famille » radicale, victorieuse du Sonderbund un an auparavant. Bien qu'attaché, notamment à travers le radicalisme hégélien de Druey ou le radicalisme de type républicain incarné par les Genevois de Fazy, à l'idée d'un Etat fortement centralisé, dès 1850, les radicaux romands apprennent à s'émanciper de leurs philosophies tutélaires et comprennent que leur destin, au sein de la jeune Confédération, passera par une affirmation haute et claire de leurs intérêts régionaux, avant ceux du parti auquel ils adhèrent. Fédéralistes par nécessité au niveau fédéral, ils conserveront un attrait en général puissant pour une vision centralisatrice de l'Etat à l'intérieur de leurs frontières cantonales.

Vont alors s'ajouter une série de luttes où les Romands, tantôt aux côtés de l'aile libérale des radicaux, tantôt aux côtés de conservateurs catholiques – viscéralement fédéralistes au nom de la préservation de leurs spécificités confessionnelles qu'ils savent ne pouvoir défendre plus qu'à l'échelon cantonal –, n'hésiteront pas à modeler leurs actions en fonction de la menace présumée que constitue l'hégémonie alémanique. Ainsi, en 1852, les radicaux romands, alliés aux « barons du rail » du fondateur du Crédit suisse, Alfred Escher, feront pencher la balance en faveur d'un

réseau ferroviaire en mains privées : les Romands, malgré certaines options plus sociales et démocratiques, préfèrent soutenir la haute finance zurichoise que de laisser les pleins pouvoirs à la Berne fédérale...

Puis, lors des débats relatifs à l'Université fédérale, les radicaux romands jouent à nouveau un rôle clé en empêchant la création de cette Université nationale qui aurait eu pour vocation d'unifier la formation académique suisse dans un grand centre au large rayonnement. Effrayés par l'idée de devoir sacrifier leurs petites Académies locales au profit d'une Université helvétique qui ne pourrait résider qu'en Suisse alémanique, les radicaux romands, cette fois opposés à Escher, font échouer le projet. Ils ne pourront toutefois briser le rêve, conçu par l'illustre Zurichois, d'un institut national de formation de haut niveau : en 1855 naîtra l'Ecole polytechnique de Zurich, dont le programme, articulé autour d'une riche offre en sciences humaines également, conservera toujours les stigmates de sa mission initiale, celle de devenir l'Université de la Suisse...

Les craintes des Romands prennent une dimension nouvelle à la fin des années 1860. Après l'échec, en 1866, d'une révision constitutionnelle qui aurait dû unifier divers secteurs de la vie fédérale, les milieux militaires et juridiques vont militer avec vigueur pour l'unification de vastes pans de leurs activités respectives. Alors que le droit commercial est rapidement considéré comme le terrain privilégié d'une uniformisation, d'abord organisée autour de concordats, les juristes radicaux et alémaniques plaident pour une centralisation accrue des autres domaines du droit : les inégalités, notamment dans le droit de la famille, qui règnent entre les cantons protestants et catholiques leur paraissent insupportables ; un pays moderne se doit donc d'offrir à ses citoyens une protection juridique uniforme, sans disparités injustes. De leur côté, les militaires, instruits par les guerres européennes qui ont agité les années 1860, en sont arrivés à la conclusion que la Suisse ne pourrait s'imposer en cas de conflit que dans le cadre d'une armée unie, débarrassée de ses particularismes cantonaux.

Ces deux débats vont déclencher d'après polémiques entre les radicaux romands –, qui redoutent une germanisation de leur région et qui se rapprochent de plus en plus des conservateurs catholiques aimantés par les mêmes réflexes identitaires – et les radicaux alémaniques, réconciliés pour la circonstance avec leur aile économique, désormais réunie, au Parlement fédéral, dans un

groupe appelé « Centre ». Ce groupe, qui peut compter sur un certain nombre de libéraux-conservateurs romands, vise une Suisse plus centralisée, qui serait ainsi libérée de ses dernières entraves commerciales et se retrouverait mieux armée sur le plan économique. Ce combat tournera à la défaveur du courant centralisateur. Au terme d'une campagne dans laquelle s'affirme la personnalité du Vaudois Louis Ruchonnet, les radicaux romands associés aux conservateurs catholiques et soutenus par de rares radicaux alémaniques et fédéralistes, comme le Zurichois Jakob Dubs, emportent, de peu, une importante victoire, en 1872, avec le rejet d'un projet de Constitution très centralisateur. La réaction des perdants est mauvaise, les centralisateurs bernois, en particulier, tolérant mal cette alliance il est vrai contre-nature.

Leur colère sera de courte durée. Le *Kulturkampf*, qui a éclaté quelques années auparavant, atteint un nouveau pic et, pour les radicaux romands, il est désormais hors de question de prolonger une alliance avec un partenaire décidément trop proche du Vatican. Des négociations

La Suisse romande a réussi, en tentant de s'approprier une conception fédéraliste de l'Etat, à prouver que la Suisse radicale ne pourrait avancer qu'en pensant son avenir dans le mariage des forces régionales.

débutent entre radicaux, et le compromis auquel ils parviennent servira de base à un nouveau projet constitutionnel qui, en 1874, sera accepté en votation populaire, contre les conservateurs catholiques.

La mise en œuvre de la législation d'application de la nouvelle Constitution donnera encore lieu à des luttes acharnées entre apôtres d'une centralisation poussée, si ce n'est totale, et partisans d'un fédéralisme qui respecterait les engagements pris en 1874. Régulièrement, l'alliance entre radicaux romands et conservateurs catholiques se reconstituera, au gré des batailles politiques.

Ce rapide tableau historique montre que la Suisse romande, sans travailler à la fabrication d'une idéologie régionaliste qui s'opposerait à la majorité « ethnique », a réussi, en tentant de s'approprier une conception fédéraliste de l'Etat, à dévoiler sa force, à prouver que la Suisse radicale, qui s'identifiait à la Suisse du progrès, ne pourrait avancer qu'en pensant son avenir dans le mariage des forces régionales, et non dans l'édi-

fication abstraite d'une Suisse centralisée, qui ferait nécessairement la part belle aux majoritaires. Par cette attitude combative, la Suisse romande, sans sombrer dans un quelconque irrédentisme que personne ne souhaitait, a produit une série d'hommes d'Etat d'envergure qui, en sachant faire valoir la force des Romands, ont aussi pu faire reconnaître leur propre poids sur la scène politique fédérale.

Cet idéal fédéraliste va perdurer jusqu'aux dernières années du 19^{ème} siècle. Les radicaux, persuadés de représenter la nation suisse dans sa diversité, mettent en chantier de grands projets législatifs censés consolider leur position synthétique, comme garant de la liberté des entrepreneurs et de la sécurité revendiquée par le prolétariat. Dans les domaines militaire puis social, les radicaux entreprennent un vaste réaménagement du système suisse, en promouvant une profonde centralisation de son fonctionnement. Mais les radicaux alémaniques, souvent inspirés par le *Staatssozialismus* porté par un Lassalle notamment et qui peuvent se prévaloir à plus d'une reprise du soutien de leurs coreligionnaires romands, sous-estiment la valeur que les Romands portent au principe fédéraliste. En 1895, un projet de centralisation militaire trébuche, peut-être plus sur la mésestime qui pèse sur l'institution à ce moment que sur la perte de souveraineté des cantons en matière militaire. Puis, en 1900, c'est au tour de la grande loi sur l'assurance-maladie et contre les accidents de succomber. Cette fois, le caractère très social du projet, au-delà de la centralisation qu'il impulse, contribue également à la mauvaise humeur conservatrice. Les radicaux parviendront à faire passer ces grandes réformes au début du 20^{ème} siècle, mais adoucies. D'ailleurs, les projets centralisateurs qui seront acceptés du premier coup (norme constitutionnelle sur l'unification des droits pénal et civil, création des chemins de fer fédéraux) auront toujours besoin d'un long travail de maturation.

C'est un tournant car, en réalité, la question fédéraliste est sur le déclin : depuis le *Beutezug* de 1894, dont l'échec avait fouetté l'enthousiasme centralisateur des radicaux, le fédéralisme est avant tout défendu par les conservateurs, catholiques et protestants, et de moins en moins par les radicaux romands. Mais, surtout, il s'estompe au profit des grands problèmes du temps, la réalité de l'Etat et notamment la question sociale : doit-il être plus présent dans la vie sociale et économique et, pour renforcer son potentiel interventionniste, s'appuyer sur une structure plus centralisée,

ou doit-il s'abstenir de toute intervention ? Dans ce dernier cas, le fédéralisme s'identifie à la liberté individuelle, chère au libéralisme économique. Les radicaux romands, surtout vaudois, retrouveront une certaine verdeur fédéraliste dans les années 1930.

Quelle influence aura, pour la Suisse romande, ce reflux de l'importance du fédéralisme comme facteur structurant de l'idée helvétique ? Comme les Alémaniques, les Romands vont donc placer au-dessus de la question fédéraliste le débat désormais essentiel qui oppose libéralisme et socialisme. Non que ce problème soit en soi nouveau, bien entendu. Mais, à la fin du 19^{ème} siècle, il devient omniprésent. Alors que le radicalisme est encore la doctrine politique dominante, la question d'une alliance avec la droite conservatrice ou le socialisme naissant le hante et imprime à son évolution un cours zigzaguant, qui contribuera sans doute à partir de 1919, dès les premières élections fédérales selon le mode proportionnel, à son déclin. Or, en Suisse romande, même si les radicaux font dépendre leurs choix d'alliances, des circonstances locales, la conception de l'Etat qui se développe maintenant voit dans le centralisme la plus sûre garantie de la nécessaire érection d'un Etat social comme nouvelle synthèse des intérêts divergents qui parcourent naturellement la société. Elle s'inspire en cela de la conception de l'Etat qui s'impose en France au même moment.

Marquée par la pensée centralisatrice qui caractérise ce pays, la conception française de l'Etat place ce dernier au centre du processus de la création de la liberté. Héritière de la volonté révolutionnaire de rompre avec l'Etat monarchique, la pensée républicaine continue en réalité à octroyer à l'Etat à une place cardinale, à condition qu'il se consacre pleinement à la construction de la démocratie. Investie d'un rôle primordial dans la lutte contre l'ancien temps, la construction de cette forme nouvelle de l'Etat absorbe ainsi toute l'énergie libertaire du 19^{ème} siècle et empêche de dégager une vision de la liberté qui puisse se défaire de la protection d'un Etat entièrement voué à la défense de l'idéal républicain. Cette façon de voir sera principalement portée par le radicalisme français et une partie du courant socialiste, et sera théorisée par toute une gamme de philosophes (Michel, Fouillée, Bourgeois, Durkheim, ou Bouglé), qui dessineront les linéaments de cette variante de l'Etat providence en voie de gestation.

Les Romands seront-ils particulièrement réceptifs à cette approche par la présence d'un courant radical assez étatiste de part et d'autre

du Jura ? Ou par simple mimétisme culturel ? Cette question mériterait de larges développements. Pour ma part, je suis amené à penser que les Romands ont surtout cru déceler dans cette conception de l'Etat un palliatif plus fiable à la défense de leurs intérêts qu'un fédéralisme que tout le monde s'accorde, dès la dernière décennie du 19^{ème} siècle, à considérer comme déclinant. Or cette analyse se révélera illusoire. L'Etat comme « producteur » de liberté, comme l'imaginent les Français, ne peut fonctionner que comme une structure centralisée, qui ne peut tolérer, en principe, des exceptions au fondement égalitaire du système. Or le fédéralisme n'est-il pas, par définition, une organisation des exceptions à cette sacro-sainte égalité ? Le piège va dès lors se refermer sur le monde politique romand. Car le système centralisé que les Romands avaliseront ne peut se combiner sans autre avec une prise en compte particulière des intérêts d'une minorité : l'égalité centralisatrice ne peut que privilégier le groupe le plus puissant, par la simple loi des nombres.

L'affirmation de la Suisse romande sur la scène politique fédérale dépend sans doute des

Le piège allait se refermer sur le monde politique romand. Car le système centralisé, avalisé par les Romands, ne peut se combiner sans autre avec une prise en compte particulière des intérêts d'une minorité.

qualités de ses principaux leaders politiques. Mais elle passe aussi par la préservation d'un système qui, par sa nature, sera susceptible de garantir les prérogatives de la minorité. Les membres de celle-ci auront donc tout intérêt à maintenir un tel système et à accepter de repenser leur vision d'un Etat national centralisé, dont la force se reflète aujourd'hui dans les succès socialistes et écologistes en Suisse romande. Ce retour du fédéralisme, qui commence à transparaître dans certains discours médiatiques ou politiques, ne peut assurément pas faire l'économie d'une révision de ce mode d'organisation. Mais, avant de réformer le fédéralisme, il convient d'abord de se mettre d'accord sur la vraie place à laisser à ce principe dans la vie politique moderne.

Né en 1963, OLIVIER MEUWLY, docteur en droit et docteur ès lettres, est l'auteur de nombreux ouvrages dont « Les penseurs politiques du 19^{ème} siècle. Les combats d'idées à l'origine de la Suisse moderne » et « L'unité impossible. Le parti radical-démocratique suisse à la Belle Epoque 1891-1914 » (parus en 2007), enseignant à l'Ecole Nouvelle de la Suisse romande.

www.schweizermonatshefte.ch

⁰ | **Avenir** | **suisse** | 100
think tank for economic
and social issues

**SCHWEIZER
MONATSHEFTE**
Zeitschrift für Politik Wirtschaft Kultur